ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

annuités liquidables

Question écrite n° 98582

Texte de la question

Mme Marie-Josée Roig appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de la défense et des anciens combattants, sur les conditions d'attribution de la campagne double aux titulaires de pensions civiles et militaires ayant accompli un service en Afrique du nord. Par décret n° 2010-890 en date du 29 juillet 2010 le Gouvernement a élargi aux titulaires de pensions civiles et militaires ayant participé à la guerre d'Algérie, aux combats en Tunisie et au Maroc le bénéfice de la campagne double, répondant ainsi à une attente de la communauté des anciens combattants d'Afrique du nord. Ce décret se fonde sur la reconnaissance du caractère de guerre des opérations d'AFN par la loi du 18 octobre 1999, soit 37 années après la fin des hostilités en Algérie. Il prévoit cependant que le bénéfice des campagnes doubles ne pourra être pris en compte que dans les seules pensions liquidées à compter du 19 octobre 1999, date d'application de la loi précitée. Cette disposition a pour effet d'exclure du dispositif la plupart des intéressés car ils ont dans leur grande majorité liquidé leur retraite avant cette date. Cette mesure, visant à reconnaître les mêmes droits qu'aux anciens combattants des autres conflits aux anciens combattants d'Afrique du nord, perd de ce fait de sa portée. Elle souhaiterait connaître la position du Gouvernement à ce sujet.

Texte de la réponse

Les bénéfices de campagne constituent une bonification d'ancienneté prévue par le code des pensions civiles et militaires de retraite. Ce sont des avantages particuliers accordés aux militaires, et sous certaines conditions aux fonctionnaires civils. L'attribution de la campagne double signifie que chaque jour de service effectué par le militaire est compté pour trois jours dans le calcul de sa pension. La loi du 18 octobre 1999 a substitué à l'expression « aux opérations effectuées en Afrique du Nord », l'expression « à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc », qualifiant le conflit en Algérie de « guerre ». Elle a ainsi créé une situation juridique nouvelle. Il en a découlé que les personnes exposées à des situations de combat au cours de la guerre d'Algérie étaient susceptibles de bénéficier de la campagne double. Cela a été confirmé par le Conseil d'État dans sa décision du 17 mars 2010. Le décret n° 2010-890 du 29 juillet 2010 portant attribution du bénéfice de la campagne double aux anciens combattants d'Afrique du Nord accorde ce droit aux militaires d'active et aux appelés pour toute journée durant laquelle ils ont pris part à une action de feu ou de combat ou ont subi le feu et s'applique aux fonctionnaires et assimilés dont les pensions de retraite ont été liquidées à compter du 19 octobre 1999, date d'entrée en vigueur de la loi. Ces pensions sont révisées à compter de la demande des intéressés déposée postérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret du 29 juillet 2010, auprès des services de l'administration qui a procédé à la liquidation de la pension de retraite. Elles n'ouvrent droit à aucun intérêt de retard. Cette mesure ne peut s'appliquer aux pensions liquidées antérieurement au 19 octobre 1999, puisque ce n'est qu'à compter de cette date qu'a été reconnu officiellement l'état de guerre en Algérie, qui seul permet l'attribution de la campagne double. Le Gouvernement a décidé que le décret du 29 juillet 2010 serait applicable à compter du 19 octobre 1999, ce qui donne toute son effectivité à la loi du 18 octobre 1999 dans le respect du principe de non-rétroactivité des lois. Il ne peut réglementairement aller plus loin.

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/13/questions/QANR5L13QE98582

Données clés

Auteur : Mme Marie-Josée Roig
Circonscription : Vaucluse (1re circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 98582
Rubrique : Retraites : fonctionnaires civils et militaires
Ministère interrogé : Défense et anciens combattants
Ministère attributaire : Défense et anciens combattants

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 25 janvier 2011, page 618
Réponse publiée le : 8 mars 2011, page 2279